



REVUE DE PRESSE

Vendredi 3 mai 2019



■ Le Premier ministre est en visite jusqu'à ce soir en Charente ■ Objectif: assurer le SAV des mesures et des annonces d'Emmanuel Macron
■ Hier, il s'est rendu auprès des jeunes du CFA de Chasseneuil, d'un agriculteur d'Yvrac ou des salariés de la Manufacture charentaise.

Édouard Philippe bat la campagne

Pouvoir d'achat. Mobilité. Sécurité. Dépendance. Hier, c'est en Charente que s'incarnaient toutes les problématiques du grand débat. Dans la chair même du territoire charentais et de ses habitants. Édouard Philippe, le Premier ministre en visite jusqu'à ce soir dans le département, est venu voir in situ, «sur le terrain», a-t-il dit, «comment les mesures prises par le gouvernement entrent en vigueur». Et, au besoin, comment les rectifier. Alors, sur un rythme effréné, l'homme, accompagné aussi de plusieurs ministres, a rencontré, heure après heure, des Charentais.

Des rappels et des annonces

Au CFA du bâtiment de Chasse-neuil, il s'est entretenu avec des jeunes apprentis. À Yrac-et-Malleyrand, il a fait face à François Lohues, éleveur laitier. À Terres-de-Haute-Charente, il a visité la gendarmerie, parlé prévention, contact avec la population. À Rivières, il a participé à une table ronde avec des salariés. À Vouzan, il s'est rendu auprès des aînés. À chaque fois, l'occasion d'une explication de texte de ce que fait le gouvernement. Le SAV à la campagne. Par

”

C'est la première fois que je vois un Premier ministre ici. Au moins, il a vu un peu de notre quotidien.

Matignon délocalisé en Charente. Avec des chiffres et des rappels. «On a augmenté la rémunération des apprentis de 30 € net par mois au mois de janvier.» «La défiscalisation des heures supplémentaires, c'est 670 M€ redistribués depuis le début 2019.» «1,3 million de foyers supplémentaires touchent la prime d'activité depuis janvier.»

Pas vraiment de quoi impressionner Christian Coculet. Depuis 1986, l'homme retourne les charentaises à la Manufacture de Rivières: 900 paires par jour envi-



À la Manufacture charentaise, à Rivières, Édouard Philippe a rencontré les salariés et évoqué le

ron, sur sa «chèvre». Édouard Philippe s'est arrêté pour lui parler, lui serrer la main, l'interroger sur son travail. «C'est la première fois que je vois un Premier ministre ici. Au moins, il a vu un peu de notre quotidien», commente l'homme sans cesser sa tâche.

Des collègues à lui ont pu participer à la table ronde. «On lui a parlé à cœur ouvert, mais sans entrer dans les détails du prix du gasoil, du pouvoir d'achat. De toute façon, ici, tout le monde est au Smic», rapportent deux salariées.

Qui relatent: «Il nous a dit qu'il travaillait sur ces dossiers.»

Seuls les jeunes, hier, ont eu droit à des annonces de nouveauté. Dix mesures «pour faire baisser de 30 % le prix du permis de conduire», a listé Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, également de la partie hier, devant le CFA du bâtiment de Chasse-neuil. Où les apprentis ont interpellé le Premier ministre, en particulier sur le manque d'informations à propos de leur filière. Un cri du cœur aussi, celui de

Lansana, Guinéen apprenti au CFA, mineur non accompagné. «*Donnez plus d'aides aux apprentis qui galèrent pour leur donner le courage de s'en sortir*», a demandé le jeune homme. En face, tout le monde le reconnaît, c'est l'écoute. Avec un tantinet moins d'illusions chez les retraités de Vouzan auprès de qui Édouard Philippe a achevé sa journée. «*Moi, je lui ai dit que je ne pouvais pas rejoindre En Marche parce que j'ai deux prothèses de hanche!*», se marre Marc, 78 ans. Marie Mou-

nier, la secrétaire du club des aînés de la commune, raconte plus sérieusement que les 30 membres de l'association ont pu s'entretenir avec Édouard Philippe «*des problèmes des gens*». «*Comme la mobilité par exemple. Ici, on est à 20 km du Grand-Angoulême, alors pas de BHNS pour nous.*» À Vouzan, comme devant la Manufacture charentaise ou la gendarmerie de Roumazières, des badauds attendent. Pour une vidéo, une photo. «*On va essayer de faire un selfie, c'est pas tous les jours*

qu'il y a un Premier ministre dans le village!» À la fin de la journée, Thomas Mesnier, député de la première circonscription, le souligne: «*Maintenant, il a vu la Charente. Quand on aura un dossier à défendre, ça ira plus vite.*» Aujourd'hui, la ruralité sera encore au cœur de la visite, mais cette fois dans le Sud-Charente. Le Premier ministre doit également se rendre à Angoulême et dans les quartiers. Encore un programme dense. Comme une tentative de contenir la Charente en deux jours.

Quartiers et territoires ruraux au programme aujourd'hui

8h45: Quartier Bel-Air/La Grand-Font.
Présentation du projet de rénovation urbaine pour les quartiers de reconquête républicaine, échanges avec le personnel du centre socioculturel.

11h: Aubeterre-sur-Dronne.
Table ronde dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants des territoires ruraux.

14h: Montmoreau.
Visite de la maison de services publics, table ronde sur l'accessibilité

et la qualité des services publics en milieu rural.

15h30: Val-des-Vignes.
Visite d'une exploitation viticole engagée dans la réduction des pesticides.

17h: Angoulême.
Présentation d'un bâtiment en rénovation dans le cadre du dispositif «Cœur de ville», entretien avec Xavier Bonnefont, échanges avec le conseil municipal.

Des réunions techniques sur tout le territoire

À Jarnac, Rouillac, Barbezieux, Ruffec... Les réunions se multiplient sur le territoire avec les conseillers techniques du ministre. Hier matin, c'est Laurent Carrié qui a été reçu à la mairie de Cognac pour évoquer «Action cœur de ville». Autour de la table entre autres: Jérôme Sourisseau, président de Grand Cognac, Jérôme Royer, son vice-président chargé de l'habitat, du logement et de la politique de la Ville, et Patrick Sedelacek, premier adjoint du maire de Cognac. *«On a pu présenter le projet de la signature jusqu'à aujourd'hui»,* indique Jonathan Muñoz, directeur de cabinet du maire. *Il y avait de l'écoute. C'était une vraie réunion de travail.»* Deux nouveaux rendez-vous sont prévus ce matin à Cognac. De retour de Perth, en Écosse, Michel Gourinchas rencontrera un conseiller diplomatique avec Jérôme Sourisseau. Une autre réunion aura lieu, dans la foulée, au théâtre pour aborder la culture et le tourisme. Trois conseillers santé et territoire ont également été accueillis hier midi à l'hôpital de Châteauneuf pour découvrir le projet de maison de santé pluridisciplinaire porté dans l'établissement. *«Un projet innovant de médecins libéraux au sein de l'hôpital»,* détaille Jean-Louis Levesque, le maire de la commune, qui précise qu'il a notamment été question de financements. Des réunions ont aussi eu lieu à Girac, où la rumeur de la présence d'Agnès Buzyn, la ministre, a même transpiré. Le ballet de voitures officielles se poursuivra aujourd'hui.

La Grand-Font «Cité éducative»

Éligible et pas encore élue. Mais avec assez de signaux positifs pour penser que, cet été, Angoulême sera bel et bien retenue parmi les villes qui décrocheront le label «Cité éducative». Une demande a été déposée pour le quartier de La Grand-Font. À la clé, une cagnotte de 34 millions d'euros à se partager entre 60 quartiers. La bonne nouvelle a été confiée mercredi soir par Édouard Philippe à Xavier Bonnefont, le maire d'Angoulême. Ce label doit permettre d'offrir des moyens visant à intensifier la prise en charge scolaire et périscolaire. Le plan aborde autant la petite enfance, le décrochage scolaire et la formation et de premières mesures doivent être appliquées dès la prochaine rentrée de septembre.

Didier Guillaume dénonce le prix du lait

Le ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, a reconnu hier devant des éleveurs à Yvrac-et-Malleyrand que le prix du lait n'était pas à la mesure des attentes suscitées par la loi Alimentation, en dépit des accords passés par plusieurs industriels avec la grande distribution. *«Payer du lait à moins de 350 € [les 1 000 litres], ce n'est pas sérieux. Il faut changer le système. On a un objectif, c'est d'avoir notre autosuffisance alimentaire»,* a déclaré le ministre. Selon un tableau tweeté par *L'éleveur laitier*, magazine professionnel de La France Agricole, parmi les «gros du secteur», le groupe fromager Savencia (Elle-et-Vire, Saint Moret...) se positionne un cran au-dessus en termes de prix payé aux producteurs au deuxième trimestre 2019, à 350,84 € les 1 000 litres (+38 € par rapport à 2018), quand les autres se situent autour de 334 €. Dans le même temps, Savencia a fermé la laiterie de Claix fin mars et s'apprête à fermer celle de Saint-Saviol, dans le Sud-Vienne, en fin d'année. 97 emplois sont sacrifiés. *«Il faut que demain les prix à la production remontent, il ne faut pas nous la faire à l'envers»,* a insisté Didier Guillaume.



« Quelqu'un a-t-il indiqué à Cricri les boîtes de nuit du côté d'Angoulême, qu'il aille se détendre un peu pendant son séminaire de «travail» avec ses amis marcheurs? »

Yves
Tweets engagés

Les esprits taquins s'en sont donnés à cœur joie sur Twitter hier. Déjà bien secoué par la polémique sur la vraie fausse intrusion à la Pitié-Salpêtrière, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, n'arrive pas à se débarrasser de son étiquette de noceur, qui lui colle aux basques comme le sparadrap du capitaine Haddock.

Repas de ministre pour les lycéens

L'Amandier à l'honneur.

Sacrée mise en lumière, mercredi, pour les lycéens de L'Amandier à Saint-Yrieix. Ce sont eux, encadrés par leurs enseignants, qui ont assuré le service du dîner républicain de la préfecture, présidé par le Premier ministre Édouard Philippe (repro CL). Un service aux petits oignons pour le chef du gouvernement, la préfète et les élus du territoire réunis pour lancer ces deux jours de réunion délocalisée de Matignon. «Chapeau», leur a adressé, sur les réseaux sociaux, la députée Sandra Marsaud.

Surprise! Édouard Philippe aux Halles d'Angoulême



Café ministériel. Brice Cardona n'a pas eu le temps de finir son shampoing. Hier matin, le patron du bar à huîtres des Halles d'Angoulême était sous la douche quand son employé l'a appelé pour lui demander de rappliquer illico. Le Premier ministre, Édouard Philippe, et le maire d'Angoulême, Xavier Bonnefont, venaient d'arriver à La Voile bleue pour boire un café à 8 heures. «Il y avait aussi le député Thomas Mesnier. Ils sont restés trois quarts d'heure», raconte Brice Cardona. Mais impossible de connaître la teneur des propos. «Le Premier ministre a dit bonjour à tous les commerçants. Ça a mis un peu d'animation dans le marché. Il y avait des policiers partout. Les premiers clients ont été

Le Premier ministre, Édouard Philippe, a pris son petit-déjeuner aux Halles. Repro CL

très surpris de le voir là. Mais après, on les a laissés tranquilles.» Le marché angoumois n'a peut-être pas gagné la finale régionale du plus beau marché de France, mais il séduit les hommes d'État. Et pour l'instant, Niort ne peut pas en dire autant.

La photo



Photo Majid Bouzzit

Pantoufflard ? Info exclusive: le ministre chausse du 44! L'investigation va loin, même quand Renaud Dutreil, ex-ministre du Commerce extérieur, désormais à la tête de la Manufacture charentaise, offre un modèle unique de «charentaises» à Édouard Philippe. «Mon objectif, c'est que tout Matignon soit équipé de charentaises au bureau et de Twists (ses baskets fashions) à l'extérieur.» C'est le seul pantouflage qu'on saluera.

Un modèle unique pour Édouard

Sur les réseaux sociaux «Ben voilà, je l'ai ma réponse...»



Nicole Bonnefoy et Philippe Bouty en attendant l'arrivée du Premier ministre mercredi soir à Angoulême. Photo Majid Bouzzit

Like et dislike. Un album photo pour Philippe Bouty, heureux d'apparaître aux côtés d'Édouard Philippe, d'Alain Rousset, de Didier Guillaume. Un satisfecit pour Xavier Bonnefont, heureux de décrocher des sous pour les dispositifs éducatifs sur le quartier de La Grand-Font. Et une Nicole Bonnefoy un brin plus offensive, oscillant entre «pensive» et «sarcastique» pour donner, sur les réseaux sociaux, son sentiment sur la visite charentaise d'Édouard Philippe. À chaque élu sa façon de vivre l'instant. Nicole Bonnefoy, la sénatrice charentaise, est celle qui s'est le plus exprimée. Mercredi soir, elle a interrogé le ministre sur deux sujets: la ligne TER Angoulême-Limoges et la nécessité de dévier les camions sur l'A10 plutôt que de les laisser asphyxier la RN 10. Pour le TER? «Pas de réponse concrète du Premier ministre au regard de l'état des finances du pays!» Pour les poids lourds: «Réponse du Premier ministre:

«Je connais bien le problème car nous avons le même au Havre!» Pour l'heure, je n'ai pas senti de volonté particulière pour apporter des réponses concrètes sur ces deux sujets évoqués.» Et quelques heures plus tard, découvrant les préconisations du chef du gouvernement pour baisser le coût du permis, elle ironise: «Ben voilà! Je l'ai ma réponse... En milieu rural, la réponse aux problèmes de mobilité, c'est la "bagnole" avec un permis de conduire moins cher! Dorénavant, les apprentis se rendront au CFA de Chasseneuil en ayant obtenu leur permis de conduire moins cher! Tant pis pour la ligne du quotidien Limoges-Angoulême, c'est trop cher», tacle la sénatrice, pendant que Jérôme Lambert, présent non-stop de mercredi soir, à hier après-midi, a commenté les problèmes du prix du lait avant de se lâcher sur la polémique sur la Pitié-Salpêtrière: «Mais honte à ce gouvernement qui utilise de tels arguments!» Pas sûr qu'il l'ait dit en face.

GAGNEZ

AVEC **Charente Libre** & **LA CANOPEE**

5 PLACES

pour

L'ASSOMMOIR

d'après le roman d'Emile Zola
Collectif OS'0 - «Théâtre»
Judi 16 mai 2019 - 20h30
La Canopée - RUFFEC

*Attribution des places par tirage au sort - 1 gagnant par foyer
Coupon à retourner avant le vendredi 10 mai 2019 à :
Charente Libre - Département Commercial - BP 30631 - 16340 L'Isle-d'Espagnac

Nom	Prénom
Adresse	
Code postal	Ville
Tél. (obligatoire)	
Email. (obligatoire)	

(Tout envoi non suffisamment affranchi et toute photocopie seront refusés)

C'est reparti pour les dimanches de la médiathèque

Comme l'an passé, la médiathèque municipale ouvrira les dimanches après-midi à compter du 5 mai et jusqu'au 25 août. Initié dans le cadre du programme national ouvrir mieux et plus les médiathèques, cette ouverture dominicale a pour vocation de proposer un lieu ouvert et vivant, le dimanche, au cœur de la ville. Les habitués pourront rapporter leurs livres et en emprunter de nouveaux, mais la médiathèque est aussi un lieu doté d'une connexion internet où l'on peut trouver des renseignements. On peut aussi simplement s'y poser pour feuilleter un magazine ou encore participer à une activité artistique ou découvrir les jeux de société.

Un temps de rencontre pour peaufiner le programme

Nathalie Boncoeur sera l'atout artistique de cette ouverture dominicale. Artiste plasticienne installée à La Rochefoucauld depuis plus de 30 ans, elle connaît bien le lieu pour y avoir animé plusieurs actions culturelles. Après avoir été membre de plusieurs associations locales, elle participe aujourd'hui à de nombreux événe-



Nathalie Boncoeur, artiste plasticienne installée à La Rochefoucauld depuis plus de 30 ans, animera plusieurs actions culturelles à la médiathèque.

Photo CL

ments culturels et intervient dans différentes structures (écoles, centre de formation...) tout en animant son propre atelier «In Situ». Elle a aussi travaillé au sein d'un centre de documentation dans un collège pendant trois ans. *«C'est un univers que je connais. J'avais aussi très envie de rencontrer de nouveaux publics. Je vais donc veiller à imaginer des activités familiales toujours autour du livre en déclinant des jeux et des activités artistiques. Nous travaillons sur le programme que nous diffuserons dans les jours à venir.»*

À l'occasion de la première ouverture, ce dimanche 5 mai, elle propose un temps de rencontre pour permettre à tous d'être acteur de ce projet. À noter que, comme l'année dernière, la médiathèque sera présente à la fête médiévale les 20 et 21 juillet dans le cadre de l'opération Partir en Livre.

Murielle GARNAUD

«Les dimanches de la médiathèque», de 14h à 17h, dans la salle d'exposition transformée en bibliothèque pour les six mois à venir, le temps des travaux de réaménagement de la nouvelle médiathèque. Ouvert tous les dimanches de mai, juin, juillet et août. Sauf le 14 juillet.

■ A partir d'aujourd'hui, le Musée d'art et d'histoire présente une série d'objets sur le thème de l'enfance en Cognçais de 1900 à 1960 ■ Réjouissant.

«Drôles de drôles», l'expo qui ravive les souvenirs

Marc BALTZER
m.baltzer@charenteinfo.fr

C'est invariable, comme les verbes pronominaux polycopiés dans les cahiers d'écolier des années 1970. Quand on traverse les trois salles de l'exposition «Drôles de drôles», visible jusqu'au 2 décembre au musée de Cognac, «on se promène, on reconnaît un objet qui a marqué notre enfance et les anecdotes ressurgissent...», rapporte la conservatrice des musées de Cognac, Catherine Wachs-Genest. «Ça nous est arrivé pendant qu'on installait l'expo: tout le monde racontait ses propres souvenirs. On aimerait vraiment que ça produise le même effet aux visiteurs.»

En choisissant le thème de l'enfance dans le Cognçais de 1900 à 1960, le Musée d'art et d'histoire a décidé de parler aux visiteurs d'eux-mêmes. Le résultat est réjouissant. Des rites de passage (baptêmes, communions) à l'école en passant par les jouets, le rez-de-chaussée s'est mué en conservatoire des petits et grands moments de la vie d'avant. Un appel au public avait été lancé pour trouver un maximum d'objets



La conservatrice Catherine Wachs-Genest (à g.) et Corine Arnaud, assistante de conservation, ont adoré reconstituer une salle de classe d'autan.

Photos M. B.

d'époque, sans grand succès bizarrement. «Peut-être que les gens ont pensé que ce qu'ils possédaient avait peu de valeur;

qu'on ne voulait que des pièces exceptionnelles...», regrette Catherine Wachs-Genest. Or, des pièces rares, le musée en avait déjà avec notamment une superbe chambre d'enfant léguée en 1968. Ou mieux: un costume de poupée hérité en 1965 et cousu par une ouvrière de Charles Frederick Worth (1826-1895), le pionnier de la haute-couture.

Moment de nostalgie

La demi-douzaine de particuliers qui ont apporté le reste ont complété cela avec des objets du quotidien, devenus des trésors familiaux avec le temps. Gérard Dussoubs, Cognçais exilé à Orléans, rédige une chronique de souvenirs dans le bulletin municipal et a prêté les clichés de son père Damien, l'un des rares photographes amateurs des années 50 à Cognac. Marie-Geneviève Tapon-Simon, qui anime l'université inter-âges, a fait de même avec ses photos de

classe. Quant au multicollecteur Albert Robin, il a laissé le personnel du musée piocher parmi les milliers de pièces qu'il entasse chez lui à Châteaubernard. «Je cherche un endroit pour exposer mes collections car j'adore les faire voir, alors quand on m'a demandé j'ai accepté avec joie», sourit celui à qui l'on doit notamment un projecteur vidéo des années 50 et une centaine de films pédagogiques d'époque. Tous seront présents ce soir lors du vernissage de l'exposition. Il devrait aussi y avoir une poignée de résidents de la maison de retraite de Sainte-Marthe. Eux ont fourni leurs souvenirs, collectés depuis deux ans au cours de rencontres avec les agents du musée. Pendant huit mois, le mélange de tout cela offrira aux visiteurs un moment de nostalgie qui devrait en réjouir plus d'un.

«Drôles de drôles», jusqu'au 2 décembre au Musée d'art et d'histoire. Vernissage ce vendredi à 18 heures.



Le passionné d'histoire locale Gérard Dussoubs a fourni des photos de famille, dont ce portrait de lui enfant (à g.), tandis que le collectionneur de Châteaubernard, Albert Robin (à d.), a prêté une trentaine d'objets, dont des films scolaires d'époque.



Le chiffre

6,4 tonnes. C'est le poids du plus gros quad que l'on pourra voir ce week-end à l'Espace 3000. Les Monster truck prendront possession des lieux samedi et dimanche pour tout écrabouiller sur leur passage. Au menu: 90 minutes de cascades avec des voitures, des motos, des camions, des Monster truck et donc *«le plus gros quad qui circule en Europe»* - selon les organisateurs -, effectuées par des cascadeurs professionnels du cinéma. C'est à voir samedi à 18h et dimanche à 16h. Pour les cascades, les organisateurs cherchent quelques carcasses de voitures chez des particuliers du Cognçais (06 14 75 49 85).

A l'Espace 3000, samedi à 18h et dimanche à 16h. Entrée: 15 €, 10 € pour les enfants de moins de 12 ans. Les guichets ouvrent 30 minutes avant le spectacle.

En vue Tennis de table: l'open, c'est parti !

Le coup d'envoi du 12^e open international de tennis de table sera donné ce soir, aux Vauzelles. Avec du beau monde attendu tout au long du week-end. A commencer par Emmanuel Lebesson, double champion de France 2019, classé parmi les 32 meilleurs mondiaux. Jacques Secrétin, 495 sélections en équipe de France, 237 médailles au compteur, sera également de la partie samedi et dimanche. Pas en tant que compétiteur mais pour faire la promo du show qu'il viendra présenter à Cognac fin octobre. Selfies, dédicaces et interviews au menu. Et pour ceux qui voudraient voir du beau jeu, rendez-vous dimanche, à partir de 14 heures, pour les quarts et les demi-finales. L'entrée est gratuite.

Littératures européennes : le Prix des lecteurs est ouvert

Le festival dévoile la sélection de ce prix très prisé. Elle met en avant les littératures néerlandophones de Belgique et des Pays-Bas.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Cinq livres qui tournent les pages de différentes époques, du XII^e siècle à l'actuelle, et font la part belle au romanesque comme à l'Histoire, « tous d'une qualité d'écriture impressionnante », vante Lydia Dussauze, la présidente de Littératures européennes. Hier, l'association a dévoilé la sélection du Prix des lecteurs du 32^e festival qui se déroulera du 14 au 17 novembre à Cognac. Il récompensera un auteur européen pour un ouvrage, écrit ou traduit en français. Cette année, la sélection met à l'honneur les littératures néerlandophones de Belgique et des Pays-Bas pour les deux autres auteurs. Trait d'union de leurs ouvrages, « Lille-Bruxelles-Amsterdam, une Europe des Flandres », le thème d'une édition 2019 désormais officiellement ouverte avec le lancement de ce prix qui fête ses 16 ans. « Le plus prestigieux et le plus important du festival », relate Lydia Dussauze.

« Découvrir des littératures méconnues »

Parrainé par le groupe Garandeau, il a rassemblé 1 500 lecteurs votants l'an dernier, adhérents de plus de 130 bibliothèques et médiathèques réparties sur cinq départements, les quatre Picto-Charentais et le Morbihan. Depuis deux ans, il est doté de 1 500 € assortis d'un mois de résidence pour le vainqueur à la villa Marguerite-Yourcenar, centre de résidence d'écrivains européens situé à Saint-Jans-Cappel (59). « Il prend un peu plus de poids chaque année. Il a généré environ 25 000 €



Lydia Dussauze et Anne Lise Dyck Daure ont présenté la sélection Prix des lecteurs 2019 qui réunit cinq ouvrages hétéroclites.

Photo G. B.

de retombées pour les ventes de livres de la sélection en 2018», se félicite Anne Lise Dyck Daure, la responsable programmation et administration du festival. Et de rappeler: « Ce prix permet surtout la découverte de littératures méconnues, et de porter sur elle un éclairage qu'elle n'aurait peut-être

pas sans. » Celle des Flandres donc, dans laquelle les lecteurs vont pouvoir se plonger avec gourmandise grâce à cette sélection d'ouvrages hétéroclites signés par des écrivains attendus sur le festival, et qui tourneront dans certaines bibliothèques à la rencontre du public.

Carte blanche à Stefan Hertmans

« Taxi Curaçao », de Stefan Brijns qui traite des problématiques de la colonisation.

« Trouble », de Jeroen Olyslaegers, l'histoire d'un poète et policier obscur dans l'Anvers des années 40 en pleine occupation allemande.

« Ton histoire, mon histoire », de Connie Palmen, sur l'histoire d'amour tragique entre la poétesse américaine Sylvia Plath et son alter ego Ted Hughes.

« Bleu de Delft », de Simone Van der

Vlugt, qui retrace la destinée incroyable d'une jeune campagnarde, celle qui va la mener à mettre au point le fameux Bleu de Delf.

« Le cœur converti », de Stefan Hertmans, fresque romanesque dont l'action se déroule au Moyen-Âge. Quand une noble normande se prend d'amour pour un fils de rabbin, sur fond de croisades. L'écrivain belge de renommée internationale et à l'œuvre considérable, aura carte blanche sur le festival.

Cognaçais Les pompiers ouvrent leurs portes



Des démonstrations de secours routiers se dérouleront au complexe sportif de Segonzac, demain.

Photo archives CL

Opération portes ouvertes, ce samedi, chez les pompiers du Cognacais. A Cognac, Jarnac, Rouillac, Châteauneuf et Segonzac, les cinq centres de la compagnie accueilleront le public de 10 heures à 12 heures. L'occasion de découvrir les casernes et les engins. Avec une opération spéciale à Segonzac. De 9h30 à 16h30, au complexe sportif, les pompiers proposeront différentes démonstrations: secours routiers, incendies, parcours sportif... « Il y aura aussi la présence des jeunes sapeurs pompiers, du Groupement de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux, quelques ateliers pour les enfants qui pourront

tenir une lance en eau », détaille le capitaine David Bardin qui commande la compagnie et organise pour la première fois ces portes ouvertes communes. « Chaque année, on mettra l'accent sur un centre différent. Et si on commence par Segonzac, c'est qu'on y a des besoins. » Le centre fonctionne actuellement avec 21 sapeurs-pompiers volontaires. « Pas suffisant », juge David Bardin. Sur les 210 interventions annuelles, des renforts sont régulièrement demandés. « Il nous faut plus de monde, surtout disponible en journée. » L'objectif de la journée, c'est donc de mobiliser... et de recruter si possible.

CONCERT

Orchestre symphonique à l'église Saint-Antoine demain. L'association des amis de Saint-Antoine accueille l'orchestre Symphonia de Pons, dirigé par Raphaël Alberghi, pour un concert de musique classique demain samedi à 20h30. C'est la « Symphonie n°7 » de Ludwig Van Beethoven qui sera à l'honneur. Elle sera jouée dans son intégralité, ainsi que des œuvres plus intimistes comme l'« Ave Verum » de Mozart et l'« Ave Maria » de Schubert, en versions orchestrales. Tarifs: 10 €, gratuit pour les moins de 16 ans. Réservation au 06 30 16 88 27.

L'image



Veolia simule une contamination

L'alarme a retenti peu après 10 heures chez Veolia: problème de chlore dans l'usine d'eau potable située rue Jean-Bart, à Cognac. «Un agent, équipé d'un masque, est

allé voir. Il y avait une fuite. Il a pris une grosse bouffée de chlore gazeux, explique Alexandre Teyssyre, directeur d'exploitation du site. Il a eu le temps de sortir mais s'est écroulé sur le trottoir.» Voilà le scénario de l'exercice qui s'est déroulé hier matin en bord de Charente (Photo J. P.). Une vingtaine de pompiers y a participé, dont huit spécialisés dans les risques chimiques. Evacuation et prise en charge de la victime, mise en place d'un sas de décontamination, détection de la fuite... «Un très bon exercice pour les pompiers», assure le capitaine David Bardin, commandant de la compagnie de Cognac. Un bon exercice, aussi, pour la vingtaine d'agents de Veolia, qui n'avaient pas tous été prévenus.

603620

LE HAILLAN CHATEAUBERNARD

Françoise DUFORNAUD
et Dominique BOURRET,
Sylvie et Patrick RAYMOND,
ses filles et gendres ;
Sophie, Maylis et Thibault,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

M^{me} Lucie DUFORNAUD,
née LAFaurIE,

survenu à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 7 mai 2019, à 15 heures,
en l'église Notre-Dame-de-la-Merci
du Haillan, suivie de l'inhumation au
cimetière de cette même commune.

PPG, 37, rue Emile-Zola, Le Bouscat,
tél. 05.56.08.73.61.



Ces derniers mois, les autorités ont surtout multiplié les appels à une plus grande responsabilisation des plateformes en ligne.

Photo archives AFP



Fin du dépôt des listes, la campagne lancée

Les partis politiques et autres formations en lice pour les élections européennes du 26 mai ont jusqu'à ce soir 18h pour déposer officiellement leurs listes. Les noms des partis et groupements retenus seront publiés demain au *Journal officiel*. Les listes complètes seront quant à elles diffusées lundi par le ministère de l'Intérieur. Chaque liste doit comporter les noms de 79 candidats, soit le nombre de sièges attribués à la France dans le nouveau Parlement européen, et respecter la parité hommes/femmes. Aucune candidature ne peut être retirée une fois la liste déposée. Après la diffusion des listes, la campagne officielle se déroulera du lundi 13 mai au samedi 25 à minuit, avec la mise en place des panneaux d'affichage, la diffusion de la propagande audiovisuelle et des professions de foi.

bli fin mars par l'exécutif européen. «L'Europe est en feu et les plateformes de médias sociaux apportent des pistolets à eau pour combattre les flammes», accuse l'ONG Avaaz, qui appelle Bruxelles à des mesures contraignantes. Facebook, ébranlé par l'affaire Cambridge Analytica et critiqué pour son rôle dans la propagation des «fake news», y semble disposé. Mais le réseau social «a perdu en crédibilité en raison de son comportement», a estimé le ministre allemande de la Justice, Katarina Barley après une rencontre début avril avec le patron de Facebook.

(1) <https://newsinfo.eu/>

Fake news: l'UE en alerte

- Elles font désormais partie intégrante de la plupart des élections dans le monde
- Les «fake news» vont-elles troubler la campagne des Européennes?

Les «fake news» vont-elles troubler la campagne des élections européennes comme elles l'ont fait avec celle du référendum du Brexit ou de l'élection de Trump? «Il y a des forces extérieures anti-européennes, qui cherchent à influencer les choix démocratiques des Européens», a mis en garde récemment le président du Conseil européen Donald Tusk, inquiet de possibles «ingérences» lors des élections du 23 au 26 mai.

Certains responsables identifient Moscou comme le chef d'orchestre de tentatives de manipulation de l'opinion à coups de «fake news»: «Il y a des preuves désignant la Russie comme la source principale de ces campagnes», a affirmé l'un des vice-présidents de la Commission, Andrus Ansip.

De l'immigration à la corruption des élites, en passant par des complots de toutes sortes, les «fake news» ont des thèmes de prédilection souvent en phase avec ceux

«C'est un fléau invisible qui s'immisce dans la vie de nos citoyens et influence nos opinions et nos prises de décision.»

des mouvements dits populistes ou d'extrême droite. Elles surfent sur la viralité sur internet des contenus à sensation comme sur la défiance à l'égard des institutions et des médias. C'est un «fléau invisible» qui «s'immisce dans la vie de nos citoyens et influence nos opinions et nos prises de décision», écrit la commissaire Mariya Gabriel, chargée de l'économie numérique, dans un rapport publié fin mars. Pour que les pays de l'UE fassent

bloc, la Commission a tracé des lignes directrices, les appelant notamment à soutenir le journalisme de qualité ou encore à collaborer avec des «fact-checkers» (vérificateurs de faits) indépendants.

Elle a aussi mis sur pied en mars un «système d'alerte rapide», pour qu'ils partagent «en temps réel» leurs informations sur des «tentatives coordonnées d'acteurs étrangers pour manipuler» le débat démocratique.

Initiatives européennes

À Bruxelles, une institution liée à la Commission, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), s'est lancée elle-même dans la bataille avec une équipe d'une quinzaine de personnes, chargées de détecter et d'analyser des campagnes de désinformation visant l'UE. Leur site «EU vs désinformation» (1) affirme avoir déjà démonté plus de 5.000 fausses informations, principalement liées à la Russie. Mais les moyens

de cette cellule restent modestes.

Responsabilisation des géants d'internet

Ces derniers mois, les autorités ont surtout multiplié les appels à une plus grande responsabilisation des plateformes en ligne. Tandis que certains pays, comme la France, ont décidé de légiférer, la Commission privilégie pour l'heure le dialogue avec les géants d'internet. Avec notamment son «Code de bonnes pratiques» signé à l'automne 2018 par Facebook, Google et Twitter. C'est «une première mondiale», s'est félicitée la commissaire Mariya Gabriel, «sur une base volontaire, l'industrie s'engage à appliquer un large éventail de mesures allant de la transparence de la publicité politique à la fermeture de faux comptes et à la démonétisation des fournisseurs de désinformations». L'initiative a produit des résultats, mais le compte n'y est pas encore selon le dernier rapport pu-

FactCheckEU

Journalistes chasseurs d'infox

Dix-neuf médias membres de l'International Fact-Checking Network (IFCN) ou Réseau international de fact-checking, ont lancé FactCheckEU, un projet collaboratif pour lutter contre la désinformation et les fausses nouvelles, dans le cadre des élections européennes.

Concrètement, les membres qui incluent l'AFP, *Libération*, le site grec *Ellinika Hoaxes*, le média italien *La Voce*, les Danois de *TjekDet*, ou encore le média hongrois *Faktograf*, pourront étudier en commun les informations douteuses et s'entraider, notamment pour traduire les contenus dans des langues qu'ils ne maîtrisent pas. Leur travail est regroupé sur une plateforme commune (1) et certains sont traduits en anglais, pour les diffuser auprès d'un public plus large. «Une fausse information peut très bien voyager d'un

pays à un autre en Europe, et la diversité des langues rend le combat contre cette désinformation plus difficile», explique à Jules Darmanin, coordinateur de FactCheckEU. Il cite l'exemple d'une vidéo montrant des adolescents grimant sur un sapin de Noël, et qui les présente comme des migrants musulmans «offensés» par ce symbole. Une vidéo identifiée depuis longtemps comme trompeuse (elle a été tournée en Égypte) mais qui sert de support à des fausses nouvelles depuis des années, tantôt en Roumanie, en Suède, en France ou en Espagne. En outre, ce projet directement inspiré du service *Checknews* de *Libération* permettra aux internautes, sur le même modèle, de poser des questions aux équipes de FactCheckEU.

(1) www.factcheckeu.info

Mike Borowski

«L'éditorialiste» qui vit grâce aux fausses infos

Chaque semaine ou presque, les «fact-checkers» français signalent un de ses articles comme faux. Mike Borowski a créé une poule aux œufs d'or des fausses informations version droite dure: celui qui a été «apparatchik» à l'UMP, assistant parlementaire de l'énarque conservateur Gilles Carrez ou même lobbyiste, gère seul désormais le site «La Gauche M'A Tuer», créé par des jeunes UMP pour taper sur la gauche avant la présidentielle 2012. Les difficultés de la présidence Hollande propulsent très haut son site: de janvier 2015 à septembre 2018, selon les données compilées par *Le Monde*, les articles de «La Gauche M'A Tuer» sont plus populaires sur les réseaux sociaux que ceux de... *Libé*, *Europe 1* ou *Le Point*. Sa société créée en 2014 lui a permis

d'obtenir jusqu'à 41.000 euros de chiffre d'affaires en 2015. Son site, c'est d'abord un format: des titres tapageurs, des pubs envahissantes. Ce sont aussi des obsessions, alimentées par une poignée de contributeurs: les «parasites» Roms qui «rapinent»; les migrants-«envahisseurs» qui «occupent» la France; le «laxisme» judiciaire; les taxes, etc. Mike Borowski reconnaît une année 2018 «compliquée: Facebook a sabordé ma page» en diminuant sa visibilité à la suite des mesures accrues de Facebook contre la désinformation. Sur sa page, «une dizaine de contenus ont été retirés» par l'entreprise américaine «pour violation des standards».

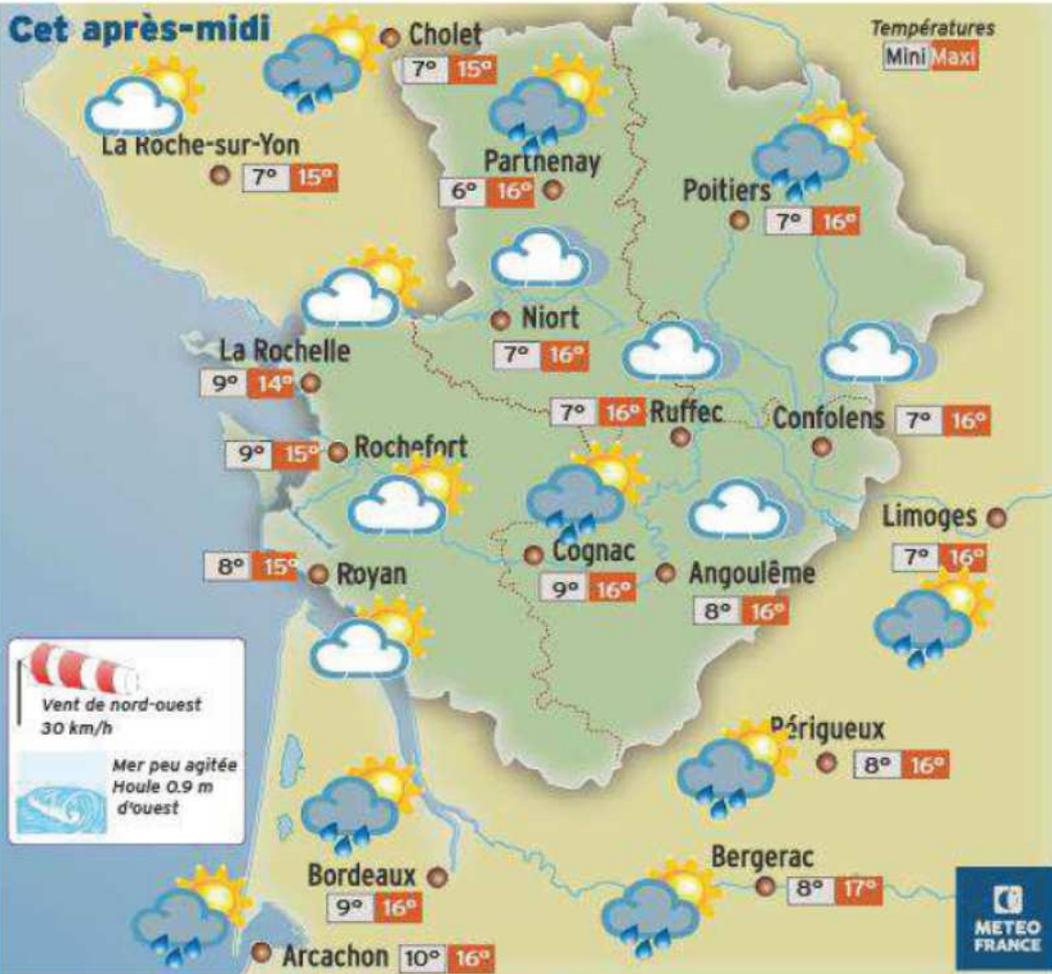


Photo AFP

Le chiffre

65 Près des deux tiers des Français (65%) disent avoir une bonne opinion des fonctionnaires mais près de six Français sur dix estiment qu'on ne leur en demande pas assez, selon un sondage Odoxa réalisé avec Dentsu consulting pour franceinfo et *Le Figaro* publié hier. 85% des sondés se disent favorables à l'alignement à la hausse de la durée du travail des fonctionnaires territoriaux sur les 35h par semaine, 67% sont pour la mise en place de la rémunération au mérite et 52% sont favorables à recourir plus aux contractuels et moins aux fonctionnaires sous statut.

Cet après-midi



Beaucoup de nuages et quelques averses.

Malgré le retour d'éclaircies, les nuages restent nombreux dans les terres, avec même un petit risque d'averses. Vent faible de Nord, venant au Nord-Ouest modéré l'après-midi. Températures devenant fraîches pour la saison l'après-midi.

Samedi



Dimanche



Lundi



Mardi



Mercredi



Jeudi



HIER

	Mini	16h
Angoulême	8°	16°
Cognac	9°	17°

En Charente, Philippe en VRP de Macron

POLITIQUE Derrière la visite du Premier ministre émerge une volonté : initier, après les annonces du chef de l'État, la phase deux de la reconquête en occupant le terrain

Jefferson Desport
jdesport@sudouest.fr

Si hier, au premier jour de son déplacement en Charente, Édouard Philippe s'est fait offrir une paire de charentaises (lire ci-dessous), l'heure n'est pas au pantoufle. Mais plutôt à la reconquête. C'est du moins l'objectif affiché de cette délocalisation pour 48 heures de Matignon. Aujourd'hui encore, le Premier ministre arpentera le département dans les grandes largeurs. Soit un rythme aussi soutenu que la veille. Une journée qui a été rythmée par plusieurs rendez-vous : au CFA de Chasseneuil ; dans un élevage laitier en conversion bio à Yvrac-et-Malleyrand, Chez Rondinaud, le fabricant de charentaises donc, à Rivières ; et enfin, au club des aînés de Vouzan. Dans les valises d'Édouard Philippe : les ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture, Christophe Castaner et Didier Guillaume, ainsi que les secrétaires d'État Gabriel Attal et Agnès Pannier-Runacher.

Après les annonces d'Emmanuel Macron, la semaine dernière, l'ambition est claire : occuper le terrain et initier la seconde phase de l'opération reconquête.

À l'arrivée ? Une annonce princi-

pale : la baisse du coût du permis de conduire de 30 % (lire ci-contre). Mais au-delà, ces deux jours poursuivent un autre objectif : assurer le service après-vente des mesures prises par le chef de l'État, le 10 décembre dernier, en réponse au mouvement des gilets jaunes. Les expliquer et donner les premiers résultats de ce dispositif à quelque 10 milliards d'euros. En particulier sur le sujet du pouvoir d'achat, principale revendication exprimée sur les ronds-points.

Heures supplémentaires

Ainsi, à l'usine Rondinaud, Édouard Philippe est revenu en détail sur trois des leviers actionnés par l'exécutif en faveur des salariés. Sur l'élargissement de la prime d'activité, deux chiffres sont à retenir. Depuis janvier, 1,3 million de foyers supplémentaires en bénéficient. Et comme l'a précisé le Premier ministre, le cap des 4 millions de foyers a été dépassé. Résultat : « Près de 3 milliards d'euros de pouvoir d'achat ont été redistribués », assure-t-il.

Il a ensuite salué l'adhésion des entreprises à la prime exceptionnelle, dite prime Macron. « Elle a été beaucoup utilisée par les entreprises,

appuie-t-il. Et ce avec un « montant moyen versé de 400 euros ». Là encore, insiste-t-il, l'impact sur le pou-

voir d'achat est « direct ». Enfin, il est revenu sur la mise en place de la défiscalisation des heures supplémentaires : « Depuis le début de l'année, cela représente 670 millions d'euros redistribués. »

Et en année pleine, cette mesure permettra, selon lui, d'atteindre les « 3 milliards d'euros ».

Le chef du gouvernement ne s'en cache pas : « Ces mesures prises en décembre commencent à produire leurs effets et il était important de le dire. » Et même de le répéter. Preuve que ces derniers mois, la parole de l'exécutif était inaudible.

« Apprentissage : la voie royale »

Hier, le Premier ministre a aussi profité de son passage au CFA de Chasseneuil pour de nouveau valoriser l'apprentissage. Une filière qui a vu ses recrutements progresser de 8 % ces douze derniers mois. Une pre-



Hier, Édouard Philippe a profité de son passage au CFA de Chasseneuil pour valoriser l'apprentissage. PHOTO LOIC DEQUIER / « 50 »

mière. Accompagné du président de la Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset, il est allé à la rencontre des apprentis avec ce message : « Pour lutter contre le chômage, l'apprentissage c'est la voie royale. »

Une ombre au tableau toutefois : la polémique entourant l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris (lire page 7). Alors que le gouvernement a qualifié l'intrusion de manifes-

tants « d'attaque », des vidéos tendent à montrer plutôt un mouvement de panique. En quittant Chasseneuil, Édouard Philippe avait fermement condamné ces événements. En fin de journée, lorsque la question lui a de nouveau été posée, il a tourné les talons. Pas sûr que, sur ce sujet, sa nouvelle paire de chaussons lui soit d'un grand réconfort.

La charentaise a ses entrées à Matignon

RIVIÈRES Le Premier ministre a visité l'usine de charentaises reprise par l'ancien ministre Renaud Dutreil et a appris les secrets du cousu-retourné

Renaud Dutreil avait pris soin de se renseigner sur la peinture du Premier ministre. Un bon 44. En quelques heures, les salariés de la Manufacture Charentaise ont ainsi pu confectionner, selon la méthode du cousu-retourné, un modèle inédit du chausson d'ici en bleu, blanc, rouge, siglé pour Édouard Philippe. La charentaise va donc faire son entrée à Matignon.

Renaud Dutreil croit dur comme fer que le chausson traditionnel régional peut s'extraire de l'ornière bas de gamme dans laquelle il semblait confiné. L'ancien ministre de Jacques Chirac, par ailleurs créateur du label « Entreprise du patrimoine vivant », s'est ainsi entiché de la chaussure d'intérieur en

feutre, au point de racheter quatre entreprises locales (Laubuge, Degorce, Ferrand, Rondinaud) et de les regrouper sous le pavillon Manufacture Charentaise (129 salariés).

Bonne nouvelle

« Le fait que des Français fassent le choix de l'entrepreneuriat, c'est toujours une bonne nouvelle. Je suis impressionné par ce qu'a réalisé ici Renaud Dutreil », réagissait Édouard Philippe, interrogé sur la reconversion de celui qui fut son collègue sur les bancs du Conseil d'État.

À l'entrée de l'usine de Rivières, Renaud Dutreil a pris soin de déposer quelques-uns des nouveaux modèles dont la touche d'élégance

typiquement française plaît tant à l'export. « Nous nous sommes associés à des marques, comme Le Slip français ou Saint-James. Nous misons sur ces modèles premium pour conquérir des consommateurs capables d'apprécier un produit de qualité à son juste prix. Le marché de la grande distribution n'offre pas de marges suffisantes. » L'obtention récente d'une IGP (Indication géographique protégée) est venue couronner cette stratégie.

Un discours entendu par Édouard Philippe qui, en plus d'apprendre les secrets du cousu-retourné, a parlé pouvoir d'achat, en petit comité, avec une vingtaine de salariés de la Manufacture Charen-



Le cousu retourné n'a plus de secret pour Édouard Philippe. PHILIPPE

taise. « Parmi les salariés, j'ai reconnu une de mes anciennes élèves », confiait le sénateur Michel Boutant, ex-prof d'allemand. « À l'époque, elle n'avait pas peur de dire les cho-

ses sans prendre de gant. Et je vois qu'elle n'a pas changé. » Certainement instructif pour le Premier ministre...

B.R.

80 km/h, éducation, trains : les élus font passer les messages

COULISSES Les élus charentais ont profité d'un dîner pour échanger avec le Premier ministre

Mercredi, au moment où Édouard Philippe descendait de son véhicule aux vitres teintées, les élus, alignés en rang d'oignon sur le perron de la préfecture de la Charente, affichaient un large sourire. En Charente comme ailleurs, la politesse veut que l'on n'aborde pas d'emblée les sujets qui fâchent, sous peine de passer pour un raseur de première. C'est donc un peu plus tard, dans l'ambiance intime du dîner républicain, que les langues se sont déliées, entre deux plats « goûteux mais sans prétention », servis par les élèves du lycée hôtelier de l'Amandier.

François Bonneau avait affûté ses arguments par un communiqué préalable : le président (divers droite) du Département défend mordicus le retour à une limitation de vitesse à 90 km/h sur les routes charentaises, « sachant que la Charente est à la pointe pour la sécurisation des axes routiers par la suppression des obstacles latéraux », précise-t-il.

Angélisme béat

« J'ai évidemment abordé le sujet avec le Premier ministre : il n'a pas été surpris, il connaît nos positions. Il sait que la mesure de réduction de la limitation de vitesse à 80 km/h n'a pas eu les effets escomptés et il a quand même sur son bureau pas mal de remontées négatives du terrain. J'ose espérer maintenant que sa position va évoluer dans notre sens. En tout cas, la Charente est en première ligne pour la correction de cette mesure. On est clairement candidat. »

Un dîner aura-t-il suffi à emporter l'affaire ? François Bonneau n'est pas dupe. « Entre l'écoute attentive et le suivi dans les faits, il y a une grosse différence. L'enjeu, c'est que nos revendications soient prises en compte. Cela reste à voir. »

« Il n'est pas question de faire de l'angélisme béat sous prétexte que le Premier ministre vient défendre des mesures gouvernementales



Les élus accueillant le Premier ministre, sur le perron de la préfecture de la Charente. PHOTO LOIC DROUJER / « SUD-OUEST »

sur notre territoire », ajoute le président (socialiste) du Grand-Angoulême Jean-François Dauré. « Je crois, au contraire, que le Premier ministre est là pour entendre ce qui nous inquiète. Si ce n'était pas le cas, nous tromperions nos concitoyens et je considérerais ce déplacement inutile. »

À table, Jean-François Dauré et les élus charentais ont donc abordé la (délicate) question ferroviaire, en présence du président de Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset, mais aussi la réforme des collectivités. « Les fusions intercommunales difficiles ne sont pas encore digérées. Et on craint que les périmètres intercommunaux ne cessent d'augmenter à l'avenir, affaiblissant le poids des petites communes représentées par un seul élu dans les instances décisionnaires », appuie Jean-François Dauré. « Le gouvernement doit répondre au sentiment d'abandon et de perte d'influence des maires et imaginer d'autres modes de démocratie de proximité. C'est absolument capital. »

Le Festival de la BD concurrencé ?

En aparté, Jean-François Dauré s'est aussi autorisé un petit coup de gueule. Le président de Grand-Angoulême craint l'émergence d'un festival de la bande dessinée, conçu par les éditeurs, à Paris. « Angou-

lême et le Festival de la BD, qui luttent depuis plus de 40 ans pour le neuvième art, doivent porter l'ambition ministérielle autour du projet "2020, année de la BD". Et je ne peux pas accepter que des éditeurs demandent à l'État la gratuité du Grand-Palais pour leur événement. C'est de la concurrence déloyale. Quand j'entends le député (LREM) Thomas Mesnier dire qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir, je ne suis pas d'accord. » Même à table, la politique reprend vite ses droits...

Xavier Bonnefont, qui avait évidemment son rond de serviette à la préfecture, n'a pas forcément embrayé sur le sujet. Proche du Premier ministre, pour avoir partagé la même appétence juppéiste au temps où les deux hommes militaient encore au sein du parti LR, le maire d'Angoulême aura son entretien privilégié en tête à tête, en fin d'après-midi.

Xavier Bonnefont est toutefois sorti du dîner avec une bonne nouvelle dans sa mallette : Angoulême a été retenue pour faire partie du dispositif « Cité éducative ». Au total, une soixantaine de quartiers en France bénéficieront des crédits de ce plan de lutte contre le décrochage scolaire (100 millions d'euros entre 2020 et 2022). Encore meilleur qu'un bon dessert...

Bertrand Ruiz

Le coût du permis va baisser de 30 %

MOBILITÉ De nouvelles mesures vont encadrer l'apprentissage de la conduite

Édouard Philippe l'a annoncé hier : le coût du permis de conduire baissera de 30 %, conformément donc à l'engagement d'Emmanuel Macron. Une mesure de soutien à la mobilité qui, là aussi, fait écho à la crise des gilets jaunes et à la contestation sociale de ces derniers mois. Comme l'a expliqué Christophe Castaner, ce dispositif se déclinera en dix mesures dont certaines entreront en vigueur dès cet été. « Notre objectif est simple : un permis de conduire moins cher, un permis de conduire plus rapide », a souligné le ministre de l'Intérieur.

Pour réduire les coûts, l'usage du simulateur de conduite sera renforcé, passant de 5 h de pratique à 10 h. Tout comme se développera l'apprentissage de la conduite sur boîte automatique. Par ailleurs, les candidats à la conduite accompagnée pourront passer le permis dès 17 ans. Mais ils ne pourront conduire seul qu'à 18 ans.



Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur. PHOTO LOIC DROUJER

Enfin, les candidats au service national universel, qui va commencer dès cette année, pourront passer le code gratuitement. Cet examen sera financé par l'État. « Il s'agit de garantir l'accessibilité au permis de conduire, a souligné Christophe Castaner. Une des injustices les plus flagrantes en France, c'est l'empêchement au permis. »

J.D.

Une nouvelle journée marathon

Deuxième et dernière journée de la délocalisation de Matignon en Charente. Et un programme toujours aussi dense ce vendredi. En début de journée, Édouard Philippe prendra la température du quartier de la Grand-Font, alors qu'un projet de rénovation urbain est promis à ce quartier angoumois. Le Premier ministre met ensuite les voiles sur le sud du département, avec un premier arrêt à Aubeterre-sur-Dronne. Il y animera une table ronde dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants des territoires ruraux.

En début d'après-midi, le chef du gouvernement sera à Montmoreau, toujours au sud d'Angoulême, pour découvrir la Maison de services au public, et parler de l'accessibilité des services pu-

blics en milieu rural, sujet sur lequel beaucoup de Charentais l'attendent au tournant.

Autre sujet sensible dans le département, l'utilisation des produits phytosanitaires par la viticulture : Édouard Philippe a prévu de faire halte dans une exploitation viticole de Val-des-Vignes engagée dans la réduction des pesticides et dans la sortie du glyphosate. Le Premier ministre achèvera son marathon à Angoulême, commune retenue dans le dispositif Cœur de ville, avec la visite d'un immeuble en rénovation. Enfin, un entretien avec Xavier Bonnefont permettra certainement au maire d'Angoulême d'en savoir un peu plus sur le nombre et la date d'arrivée des renforts policiers promis pour les quartiers de reconquête urbaine.

« Que la richesse des métropoles revienne à ses contributeurs »

POLITIQUE L'Association des petites villes de France plaide pour la création d'un fonds de solidarité territoriale afin de compenser l'absence de ruissellement

« **Sud Ouest** » Pourquoi militez-vous pour un tel fonds ?

Christophe Bouillon Ce fonds se base sur un constat : l'inexistence du ruissellement territorial. Il y a les grandes agglomérations et métropoles qui concentrent les principales ressources, les meilleurs emplois, meilleurs services publics et meilleurs moyens de transports... Et en lisière de ces grandes villes, à partir d'une vingtaine de kilomètres dans l'arrière-pays, des territoires qui se sentent à l'abandon alors même que la plupart de ceux qui y habitent contribuent à créer la richesse de ces grands ensembles urbains. En Gironde, c'est le cas. La richesse rayonne jusqu'à Libourne, mais ne va pas jusqu'à Castillon-la-Bataille, Sainte-Foy-la-Grande... C'est juste une mesure de réduction de la fracture territoriale à une échelle plus fine.

À quoi servirait ce fonds ?

On veut par ailleurs que ce fonds soit spécifiquement fléché sur des enjeux de réductions de fracture territoriale comme les questions des mobilités, du numérique ou de ramener de l'activité sur ces territoires. Ces sujets-là sont aussi paralysants pour les grandes agglomérations qui souffrent aussi de problèmes de transports. Si on prend l'obligation donnée aujourd'hui aux agglomérations et métropoles d'établir un plan climat, on voit bien que souvent elles élargissent leur périmètre administratif pour mieux apprécier les enjeux. Quant aux enjeux de déplacement et de coût des transports, ils sont quand même liés au mouvement qu'on a connu en no-



Christophe Bouillon, président de l'APVF, l'association des petites villes de France. PHOTO APVF

vembre. Ce fonds serait un moyen de vivre un projet partagé.

Comment serait-il abondé ?

On souhaite qu'il soit calculé en fonction de la richesse des métropoles et des agglomérations.

« Si on ne fait pas un tel fonds, on continuera de créer un arrière-goût d'abandon »

avoir un euro de l'Europe. On aurait un effet levier. Sachant que tout cela part d'une réalité : la richesse des métropoles. Certaines métropoles vont pousser des cris d'orfraie en disant, « on nous

prend de l'argent », mais encore une fois, ces deniers, ils viennent aussi du travail de ceux qui habitent autour. Ce fonds permettra de donner enfin une forme de ruissellement territorial qui n'existe pas aujourd'hui.

Cette proposition a été remise sur la table dans le cadre du Grand débat, a-t-elle été bien accueillie ?

Pour l'instant, on a un accueil plutôt poli, on va dire, mais rien de concret. On continue à porter cette idée parce qu'elle nous semble vraiment correspondre à ce qu'on peut vivre autour des métropoles. Et je pense que si on ne le fait pas, on continuera de créer un arrière-goût d'abandon et un sentiment qu'autour des grandes agglomérations, point de salut.

Recueilli par Linda Douifi

Ce vendredi 3 mai est la date limite pour déposer une liste de candidats aux élections européennes. Le 26 mai prochain, se dérouleront en France, comme dans la majorité des pays membres de l'Union européenne, les élections européennes 2019 pour élire les futurs députés européens. Au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, ces élections se tiendront dès le 23 mai. Le « brexit » repoussé à fin octobre 2019, nos voisins britanniques vont eux aussi voter pour élire leurs députés au parlement européen. Les Irlandais voteront le 24 mai, puis les Tchèques, les Slovaques et les Lettons le 25 mai. Après ces élections, ils seront 751 députés à siéger au Parlement européen dont 74 eurodéputés français.

DES ÉLECTIONS POUR ÉLIRE LES DÉPUTÉS AU PARLEMENT EUROPÉEN



Création: 1957 > Assemblée parlementaire européenne.
 ■ Sièges: Strasbourg et Bruxelles.
 ■ Secrétariat: Luxembourg.
 ■ Organe législatif de l'UE, représente les peuples des États membres de l'Union européenne.

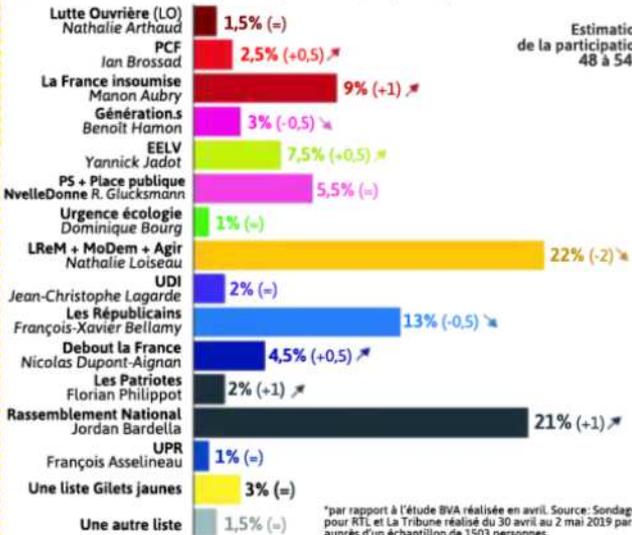
1^{ère} élection directe en 1979

3 pouvoirs

- Législatif**: Conjointement avec le Conseil de l'UE*
- Budgétaire**
- Contrôle**: Surveillance des institutions de l'UE.

LES INTENTIONS DE VOTE

Si les élections européennes avaient lieu dimanche prochain en France, quelle serait la liste pour laquelle il y aurait le plus de chances que vous votiez ? En % des intentions de vote exprimées (et évolution, en points)*



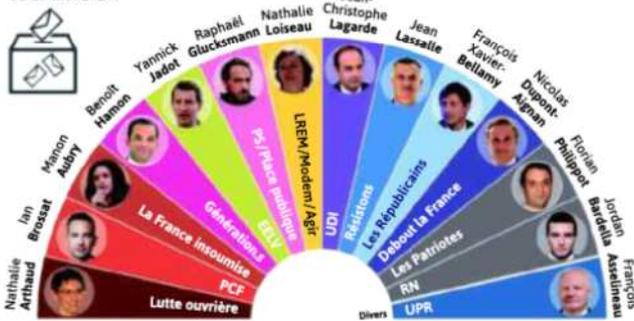
Estimation de la participation 48 à 54%

* par rapport à l'étude BVA réalisée en avril. Source: Sondage BVA-Orange pour RTL et La Tribune réalisé du 30 avril au 2 mai 2019 par Internet auprès d'un échantillon de 1503 personnes.

EN FRANCE

LES TÊTES DE LISTE...

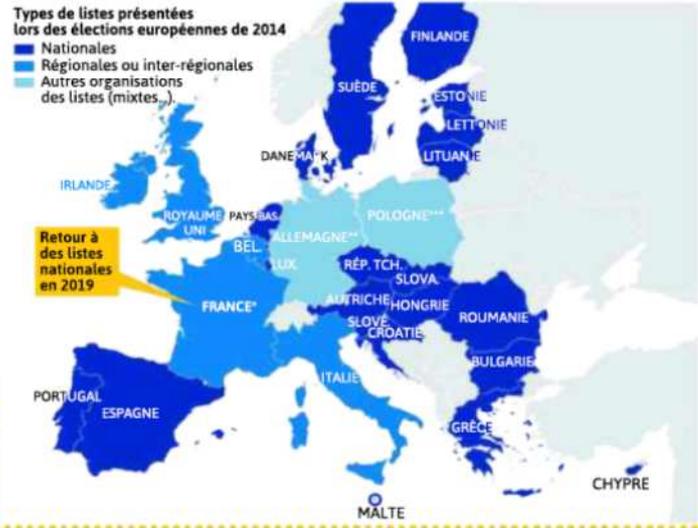
Les têtes de liste des principaux partis pour les élections européennes du 26 mai 2019.



EN EUROPE

... ET LE RETOUR À DES LISTES NATIONALES...

Types de listes présentées lors des élections européennes de 2014
 ■ Nationales
 ■ Régionales ou inter-régionales
 ■ Autres organisations des listes (mixtes...)



LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

DE L'«EUROPE DES SIX» À L'«EUROPE DES TRENTE-TROIS» ?



Les « Six » (pays fondateurs)	Les « Neuf »	Les « Dix » puis les « Douze »	Les « Quinze »	Les « Vingt-cinq », « Vingt-sept » et « Vingt-huit »	Les « Vingt-sept »
France Allemagne de l'Ouest (RFA) Italie Belgique Pays-Bas Luxembourg	Royaume-Uni Irlande Danemark Norvège annule son entrée après la victoire du « non » (54%) au référendum d'accession.	1981 Grèce 1986 Espagne Sortie du Groenland (Danemark) en 1985.	Autriche Suède Finlande Nouvelle victoire du « non » à un référendum en Norvège (52 %). Allemagne de l'Est (RDA) intégrée à la RFA en 1990	2004 Estonie Lettonie Lituanie Pologne R. Tchèque Slovaquie Hongrie Slovénie 2007 Malte Chypre 2007 Roumanie Bulgarie 2013 Croatie	Suite au vote pour le Brexit (51,9%) lors du référendum de juin 2016, la sortie du Royaume-Uni de l'UE sera effective le 31 octobre 2019. Et après ? Les pays officiellement candidats à une adhésion à l'UE (négociations en cours) Serbie Monténégro Macédoine Albanie Kosovo Bosnie-Herz.

* 8 grandes régions avaient été instituées en 2004. ** La CDU-CSU présente des listes régionales et non nationales. *** système mixte régional/national. Sources: Parlement européen, médias Photos: Thomas Bresson, Union Populaire Républicaine, MacFlory, Generalitat de Catalunya, Yannick Jérémy, François-Régis Salefran, Ismael Hajri, Harald Kichel, Antoine Lamielle, Ulysse Bellier, Jean-Luc Hauser, Twitter, Facebook.



« Directeur d'école, un rôle pivot »

ÉDUCATION Le sénateur Max Brisson appelle à une réécriture du projet de loi sur l'école de Jean-Michel Blanquer. Il demande une reconnaissance des directeurs d'école

Recueilli par Julien Rousset
j.rousset@sudouest.fr

Voté en février par l'Assemblée nationale, cible, en mars et en avril, de deux journées de grève, le projet de loi sur l'école de la confiance, qui permet des rapprochements entre les écoles et les collèges et rend obligatoire la scolarité dès l'âge de trois ans et non plus six, arrive au Sénat le 14 mai. Max Brisson, sénateur LR des Pyrénées-Atlantiques, est rapporteur de ce projet de loi pour la commission Éducation du Sénat, qui propose plusieurs modifications.

« Sud Ouest » Comment, en commission, avez-vous retravaillé ce projet de loi ?

Max Brisson Nous ne le rejetons pas en bloc, mais nous voulons des améliorations. La principale d'entre elles est la suppression de l'article le plus contesté, qui instaurait, dans certains bassins de vie, des établissements publics regroupant écoles et collèges. Cet article a été mal préparé et mal expliqué. Face à la méfiance des élus, des directeurs d'écoles, des parents, nous avons préféré l'abroger. Il sera sans doute réintroduit, par des sénateurs, et réécrit en séance publique. Il doit faire l'objet de clarifications : il faut préciser que ces regroupements ne peuvent avoir lieu qu'après concertation, et si l'initiative vient des collectivités et des communautés éducatives.

Que pensez-vous, sur le fond, de cette idée de faire travailler ensemble collèges et écoles ?

C'est un outil intéressant, en particulier dans certains territoires confrontés à une baisse de la population, comme les vallées pyrénéennes. Dans ces secteurs, il y a d'un



Max Brisson, sénateur LR des Pyrénées-Atlantiques. ARCH. « SO »

côté des collèges avec peu d'enseignants, et, d'un autre côté, des maîtres, en primaire, souvent esseulés et dispersés dans des petites écoles rurales. Ça peut être stimulant de créer des synergies, des échanges de pratiques. Des rapprochements entre collège et école sont déjà expérimentés dans certains départements, comme la Haute-Loire : j'ai rencontré les responsables éducatifs, ils sont ravis de ce dispositif.

« La faiblesse de Jean-Michel Blanquer, c'est le manque de concertation en amont »

C'est ça, le grand paradoxe : là où c'est expérimenté, sur le terrain, c'est plébiscité, mais en proposant sans concertation cet article flou, le gouvernement a braqué tout le monde. Les enseignants, les directeurs d'école inquiets pour leur fonction, les maires de petites communes inquiets pour le maintien

des écoles... Ce regroupement est une possibilité juridique, pédagogique, au lieu de quoi il a été perçu comme une injonction venue d'en haut.

Vous souhaitez aussi que le projet de loi reconnaisse l'autorité des directeurs d'école sur leurs collègues...

Nous proposons que leur autorité hiérarchique, leur fonction de pilotage, leur rôle pivot, soient reconnus noir sur blanc par la loi. Actuellement, les directrices et directeurs d'écoles sont considérés comme des enseignants qui ont une décharge pour s'occuper de l'administration de l'école. En vérité, ils ont un rôle bien plus important, et une grosse charge de travail. On a vu, dans les réserves qu'a suscitées ce projet de loi, combien le binôme maire-directeur d'école reste absolument central dans beaucoup de villages ou petites communes. C'est le socle républicain.



Le projet de loi de Jean-Michel Blanquer sera examiné à partir du 14 mai, en séance publique, au Sénat. ARCHIVES ISABELLE LOUVIER / « SO »

des écoles... Ce regroupement est une possibilité juridique, pédagogique, au lieu de quoi il a été perçu comme une injonction venue d'en haut.

Vous souhaitez aussi que le projet de loi reconnaisse l'autorité des directeurs d'école sur leurs collègues...

Nous proposons que leur autorité hiérarchique, leur fonction de pilotage, leur rôle pivot, soient reconnus noir sur blanc par la loi. Actuellement, les directrices et directeurs d'écoles sont considérés comme des enseignants qui ont une décharge pour s'occuper de l'administration de l'école. En vérité, ils ont un rôle bien plus important, et une grosse charge de travail. On a vu, dans les réserves qu'a suscitées ce projet de loi, combien le binôme maire-directeur d'école reste absolument central dans beaucoup de villages ou petites communes. C'est le socle républicain.

Quel regard portez-vous sur l'action

de Jean-Michel Blanquer au ministère depuis deux ans ?

Il a le mérite d'avoir entrepris des réformes qui vont dans le bon sens : le doublement des classes de CP et CE1 dans les quartiers d'éducation prioritaire ; l'obligation de la scolarisation dès trois ans, qui est assez symbolique car beaucoup d'enfants de trois ans sont déjà scolarisés, mais qui rappelle combien l'apprentissage en maternelle est déterminant ; la réforme du lycée et du bac, complexe dans sa mise en œuvre mais nécessaire...

Sa faiblesse, c'est le manque de concertation en amont, de vrai dialogue avec les corps intermédiaires. Il reçoit beaucoup, mais dans la dernière ligne droite, en urgence, quand il sent que la protestation grandit. Son projet de loi sur l'école est fourre-tout mais plutôt consensuel : il serait passé avec beaucoup moins de remous si le ministre avait pris, dès l'automne, un peu plus le temps de la concertation et de l'explication.

Bientôt les « cités éducatives »

JEUNESSE Les ministres Jean-Michel Blanquer et Julien Denormandie ont présenté, hier, ce label qui vise à mieux coordonner les actions pour la jeunesse dans les quartiers

« Cité éducative », c'est encore un dispositif un peu abstrait, mais la mise en œuvre étant programmée dès ce mois de septembre, ses contours devraient être assez rapidement plus concrets. Les ministres de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, et de la Cohésion des territoires, Julien Denormandie, ont officiellement dévoilé, hier, la liste des quartiers présélectionnés pour réclamer ce label.

Il s'agit d'impulser et de cofinancer des projets « visant à intensifier la prise en charge scolaire et péri-

scolaire dans les quartiers défavorisés », des projets dans des domaines divers comme la petite enfance, la formation, la lutte contre le décrochage scolaire... Plus que l'objectif, c'est peut-être le mode d'emploi qui est innovant : le label implique de mettre autour d'une même table, à l'échelle d'un quartier, pour un travail commun, les écoles, collèges, Caisses d'allocation familiales, communes, principales associations, entreprises locales...

Un collège du quartier sera, à

chaque fois, désigné comme le pilote des actions mises en place. C'est le principal du collège qui devra en assurer la coordination.

Pau et Angoulême

Les 80 quartiers présélectionnés sont des quartiers d'habitat social « de plus de 5 000 habitants », présentant « des dysfonctionnements urbains importants », avec « des enjeux de mixité scolaire ». Dans le Sud-Ouest, des quartiers des agglomérations de Pau et d'Angoulême sont concernés.

In fine « une soixantaine de quartiers » recevront ce label à partir de juillet, attribué aux territoires « qui montrent leur détermination à faire de l'éducation une grande priorité partagée », pour une première rentrée en septembre.

Ils pourront bénéficier d'une enveloppe de 34 millions d'euros de crédits par an, soit « près de 100 millions d'euros de 2020 à 2022 », attribués par le ministère de la Ville.

J.R. (avec l'AFP)

La Charente veut le retour à la limitation à 90 km/h

François Bonneau proposera à la préfète Marie Lajus « de rétablir la limitation de vitesse à 90 km/h sur des axes qui ne présentent pas de problème particulier de circulation »



Chouilla (sur Sudouest.fr)

M. Bonneau se trompe. De nombreuses routes sont dangereuses comme la D 674, la 639, etc. Pour sauver des vies, il faut maintenir le 80 km/h. Les patrons, les élus charentais et les écologistes sont bien silencieux face aux trains de poids lourds sur la RN 10. Là aussi, il faut sauver des vies.



Pat_16 (sur Sudouest.fr)

Bonne idée au départ. Mais c'est au gouvernement de régler ce problème général en reconnaissant son erreur. Quid du million de routes départementales et communales en France qui n'ont aucun panneau ? M. Bonneau devrait revenir à des choses plus essentielles que ça en Charente : tourisme, économie, etc.



Duduche (sur Sudouest.fr)

M. Bonneau a tout à fait raison. La limitation à 80 km/h n'a rien changé. Plus de morts, et surtout la limitation de vitesse n'empêche pas les fous de brûler les feux rouges, de doubler sur les lignes blanches continues, de ne pas respecter les « stop ». Voilà le danger !



Nicole Bonnefoy, sénatrice (sur Facebook)

Il n'a pas compris !! Il n'est pas question de remettre toutes les routes départementales à 90 km/h mais de regarder si quelques portions pourraient y revenir !



Duckroll (sur Sudouest.fr)

Il nous parle de « la suppression des obstacles latéraux ». Il va donc abattre des arbres pour augmenter la vitesse. C'est une politique du siècle passé...



Fred2812 (sur Sudouest.fr)

@Duckroll Ah non, on laisse les arbres qui, a priori, traversent rarement la route et on augmente la vitesse à 100 comme en Allemagne...

Objectif « zéro phyto » en 2030 chez Boinaud

VITICULTURE Le plus grand domaine familial de la région veut éliminer tous les pesticides en dix ans sur ses 420 hectares

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

Avec ses 420 hectares, plus 30 ha qui entreront bientôt en production, le Domaine Boinaud est un mastodonte du vignoble cognçais. Il gère la plus grande exploitation de l'appellation, à égalité avec les domaines de la maison Martell. L'objectif affiché par la société familiale basée à Angeac-Champagne devrait avoir un certain retentissement. Le projet « Horizon 2030 » fixe un objectif radical de « zéro phyto » sur une échelle de dix ans.

« Dix ans, cela peut paraître long, mais dans l'absolu, ça ne fait que dix récoltes. C'est d'autant plus ambitieux que l'on n'a pas toutes les réponses techniques et matérielles », souligne le directeur général, Charles Boinaud. La décision a été prise avant Noël. « On a déjà beaucoup de certifications. On s'est dit : "On va se mettre un vrai challenge qui va marquer notre engagement." C'est le signe d'une réflexion plus large. La 24^e génération est aux manettes, la 25^e arrive. Que va-t-on laisser à nos enfants ? », lance Gery Combaud, directeur des domaines.

Confusion sexuelle

Boinaud s'inscrit dans un premier temps dans l'objectif régional, une réduction de 50 % de l'utilisation des



Rémi Boinaud, Gery Combaud et Charles Boinaud veulent retrouver l'équilibre naturel. PHOTO P.H.M.

produits phytosanitaires d'ici 2025, par rapport à une base de 16,8 équivalent doses pleines aujourd'hui. Le défi de 2030 va au-delà, puisqu'il s'agit d'éliminer tous les pesticides, « que ce soit les herbicides, les fongicides et les insecticides ».

Pour ces derniers, Boinaud a déjà adopté avec un certain succès la méthode de la « confusion sexuelle » sur la moitié de son vignoble. Trois à quatre boîtes par hectare diffusent des effluves qui font fuir les insectes indésirables. Cela coûte trois à quatre fois plus cher mais c'est plus efficace. « Si tout le monde adopte ces techniques, on espère que le coût va baisser. D'autres viticulteurs se sont greffés à nous », note Charles Boinaud. Reste le traitement de la flavescence dorée, obligatoire. Gery

Combaud mise sur une meilleure prospection en amont pour limiter les dégâts. Pour radier les herbicides, Boinaud a adopté les « couverts végétaux ». Il n'y a pas encore de solution idéale pour désherber sous le rang. L'exploitation teste tous azimuts. Les fongicides sont remplacés par des tisanes d'osier ou de prêle, aux molécules approuvées.

« Réapprendre notre métier »

Ces méthodes sont appliquées en priorité dans les parcelles bordant des habitations. Il y a deux semaines, la société conviait les riverains à une réunion d'information. « On s'est mis à nu sur nos pratiques », confie Charles Boinaud. La société devance une préconisation qui va figurer dans le « référentiel viticul-

ture durable » orchestré par le Bureau national interprofessionnel du cognac (Bnic). Elle s'engage à communiquer aux riverains les dates de chaque passage et le détail des traitements (1).

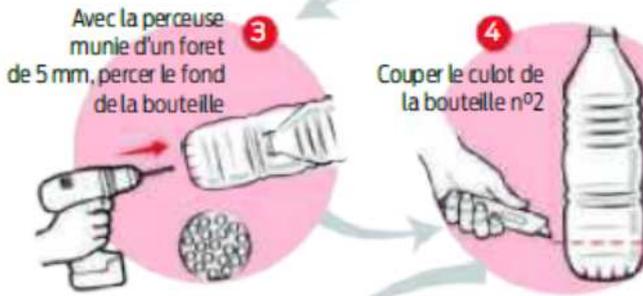
« On doit réapprendre notre métier. Soixante ans de chimie nous ont installés dans un confort », avance Gery Combaud. Boinaud a installé des ruches dans ses vignes, comme des vigies de ses méthodes. Pour l'instant, les récoltes sont excellentes. Le Domaine cherche la recette d'un « équilibre naturel », sans opter pour le bio, qui ne lui correspond pas totalement, mais en revendiquant le « bon sens paysan » hérité des anciens.

(1) Email: contact@boinaud.com

ENVIRONNEMENT



Comment fabriquer un piège à frelons asiatiques



7 Maintenir le couvercle et créer une attache pour suspendre le piège



Burger King : des plaintes en arrière-cuisine

RESTAURATION Plusieurs salariés alertent sur les coulisses de l'enseigne : le droit du travail ne serait pas respecté, tout comme des règles élémentaires d'hygiène

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

Un succès fulgurant. Depuis son ouverture le 19 avril, Burger King est pris d'assaut par les clients. Ce qui ressemble à un engouement populaire mérite toutefois d'être relativisé. En effet, les arrière-cuisines de l'enseigne ne seraient pas très reluisantes, si l'on croit certains salariés. « Sud Ouest » a pu interroger d'anciens et actuels employés. Ils témoignent, sous couvert de l'anonymat, de pratiques très discutables dans les coulisses du fast-food.

1 Des infractions au Code du travail ?

En tout premier lieu, il y a la gestion des ressources humaines. « J'ai signé un CDI avec Burger King mais je n'y ai jamais travaillé », confie une jeune femme. Quelques jours avant l'ouverture, elle s'est bien présentée au rendez-vous pour signer les papiers. « Mais ils nous ont pris tous les exemplaires des contrats. On devait commencer la deuxième semaine après l'ouverture, sauf qu'on ne nous a jamais rappelés. Quand j'ai cherché à joindre la direction, on me disait "on vous rappelle demain pour vous donner votre planning". Finalement, ils m'ont fait comprendre qu'ils nous avaient pris au cas où d'autres abandonnent, et que maintenant ils n'avaient plus besoin de nous. Je suis déçue et en colère. J'ai refusé d'autres entretiens, et d'autres signataires de CDI ont décliné d'autres postes pour entrer à Burger King. On nous a menés en bateau. » Cette source indique que huit personnes sont dans son cas.



Le 17 avril, les 80 employés recrutés ont posé pour la photo de famille. Mais trois semaines après, au moins 20 d'entre eux ont vu leur période d'essai stoppée. PHOTO J.G.

D'autres nous assurent avoir réalisé 56 heures de stage en six jours consécutifs, ce qui serait bien au-delà des limites légales. De plus, certains frais n'auraient pas été remboursés. « Nous étions plusieurs à venir en stage de plus de 100 km de Cognac », raconte un salarié qui a préféré démissionner. « Le gérant nous a assuré qu'il nous ferait une avance de frais de déplacement. Non seulement je n'ai pas eu ce remboursement en avance, mais je ne l'ai pas eu du tout. »

2 Des accusations sur l'hygiène et les normes

Les enseignes de restauration rapide sont soumises à des règles drastiques en matière d'hygiène. « Durant la formation, l'accent a été

mis sur ces normes, se souvient un salarié. Mais une fois qu'on est arrivé dans les cuisines, rien n'a été respecté. »

Plusieurs témoins prennent en exemple le délai de service pour les viandes. Une fois qu'elles ont été cuites, on ne peut les donner au client que dans un temps réduit. « Mais il y a tellement de pression que les chefs nous disent qu'on peut servir jusqu'à une heure après, relate-t-on en coulisse. Sinon il y aurait trop de pertes. » Une autre salariée confirme : « On sait très bien que les sandwiches peuvent développer des bactéries, mais on les sert au client une heure après comme si de rien n'était. Les chefs disent qu'il ne faut pas les jeter car on arrive en plein rush. » Du pain

périmé de la veille aurait même été servi alors que Burger King se vante de servir du pain frais tous les jours.

3 Une ambiance lourde selon certains salariés

Anciens et actuels employés témoignent d'une ambiance parfois lourde dans l'entreprise. « Un collègue a demandé à boire un verre pendant son service, mais ça lui a été refusé car on était en période de pointe. » Autre grief : « L'ambiance est malsaine, alertent plusieurs salariés. On sent que le gérant a peur de se rater. Il dit toujours qu'il a de gros enjeux financiers. C'est pour ça que tous les chefs mettent la pression. Certains nous traitent comme des chiens. »

La direction dément en bloc



Olivier Bodin, le franchisé, a reçu le soutien de l'enseigne face à ces accusations

RÉPONSE L'entreprise répond point par point aux accusations

Il joue la transparence totale. Hier, Olivier Bodin, « choqué des accusations » portées contre lui, nous a invités dans les cuisines. Voici ce qu'il répond aux allégations de ses anciens et actuels salariés.

Le droit du travail. « Il n'y a pas eu de CDI signé et non honoré. Nous avons pensé, à l'ouverture, internaliser la partie nettoyage. On a un peu tergiversé, et finalement, nous avons fait le choix d'externaliser cette étape, afin de soulager les équipes qui finissaient à 3 ou 4 heures du matin. Je comprends la déception de ceux qui n'ont pas été sélectionnés mais rien n'empêche qu'ils travaillent pour nous dans le futur. »

Sur les horaires en stage non respectés : « Ces stages ont été réalisés par un prestataire extérieur, Leader Academy. Ce sont eux qui font les planning, pas Burger King, j'imagine que la législation est respectée. »

Sur les frais kilométriques : « Quatre minibus ont été mis à disposition. Ensuite, quelques personnes ont eu recours à des frais kilométriques, mais nous n'avions pas prévu une enveloppe assez importante. Tout a été régularisé le 23 avril. »

Le respect des normes. « Burger King est extrêmement vigilant sur le respect des normes d'hygiène. Il est impossible que des viandes aient dépassé le délai de consommation. Nos processus de pro-

duction empêchent cela. Ce serait très surprenant que des contrôles n'aient pas été effectués, car des membres de l'enseigne sont venus surveiller pendant une semaine. De plus, nous avons une forte affluence, et donc très peu de pertes. »

L'ambiance. « Ici, on essaye de faire au mieux, dans les meilleures conditions possibles. Jamais les équipes n'ont été maltraitées. Nous travaillons dans un respect mutuel. Peut-être y a-t-il eu une forme de communication pas adaptée, mais quand les managers donnent les ordres, il faut être efficace dans une période tendue comme celle du rush. »

Lectures contagieuses

LITTÉRATURES EUROPÉENNES Le 16^e prix des lecteurs fait découvrir des auteurs de Belgique et des Pays-Bas

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

Connaissez-vous Andilly, près de la Rochelle ? La bibliothèque de cette commune de 2 163 habitants, animée par des bénévoles, rejoint cette année le cortège du prix des lecteurs. C'est l'une des fiertés de Littératures européennes Cognac que de rayonner largement en milieu rural. Lancé en 2004 avec six établissements, le prix des lecteurs était relayé l'an dernier par 130 bibliothèques et médiathèques ! Une quarantaine en Charente, autant dans les Deux-Sèvres, une vingtaine en Charente-Maritime et une trentaine dans la Vienne, qui a rallié l'aventure il y a trois ans. « Lors de la présentation délocalisée du prix à Poitiers, le 12 avril, on a eu 70 personnes », apprécie la présidente Lydia Dussauze.

Le mode de scrutin a changé depuis trois ans. Il n'y a plus un vote par bibliothèque, mais un par lecteur. Ils étaient plus de 1 500 à participer l'an dernier, une performance d'autant plus remarquable que les écrivains en lice sont souvent totalement inconnus. Le millésime 2019 se concentre sur des auteurs néerlandophones, traduits en français. « Pour la littérature de fiction, 75 % des traductions concernent l'anglo-saxon. Nous sommes vrai-



La sélection 2019 est 100 % d'origine néerlandophone. PHOTO P.H.M.

ment dans la découverte, avec une littérature qui ne serait pas lue sans un prix comme celui-ci, a fortiori dans les lieux où l'on se rend », souligne Anne-Lise Dyck-Daure, en charge de la programmation.

Dotation et résidence

Le festival évalue à 25 000 euros la vente de livres générée par le prix, avec notamment 225 jeux de cinq livres achetés par les bibliothèques départementales. Soutien de toujours, la société Garandeau a ajouté un intérêt pour les éditeurs en dotant le prix de 1 500 euros depuis 2017. Un accord avec le Département du Nord offre aussi au lauréat une résidence d'un mois à la Villa Yourcenar, à Saint-Jans Capel.

Trois auteurs belges font partie de la sélection. Lauréat en 2010 avec « Le faiseur d'anges », Stéfán Brijs peut rêver du doublé avec « Taxi Curaçao », récit qui interroge

le passé colonial des Pays-Bas dans l'île de Curaçao. Dans « Le cœur converti », Stefan Hertmans dresse un fil romanesque entre une intrigue au XII^e siècle et le monde d'aujourd'hui, sur fond de pogrom. Traduit pour la première fois en français, Jeroen Olyslaegers brosse le portrait d'un homme entre résistance et collaboration, en 1940 à Anvers, dans « Troubles ».

Les Pays-Bas sont représentés par deux femmes. Véritable « star » dans son pays, Connie Palmen revient dans « Ton histoire mon histoire » sur les amours tumultueux des poètes Silvia Plath et Ted Hughes, avec le point de vue de ce dernier. Dans « Bleu de Delft », Simone van der Vlugt suit une femme quittant sa campagne pour se plonger dans l'univers des grands peintres hollandais, au cœur du XVII^e siècle. Tous les auteurs seront présents pour la remise du prix, le samedi 16 novembre au théâtre de Cognac.

Ceci n'était qu'un exercice !

RUE JEAN-BART Hier, pompiers et salariés de Veolia simulaient une fuite de chlore gazeux

Hier, une vingtaine de sapeurs-pompiers et 20 salariés de la société Veolia ont participé à un exercice de sécurité grandeur nature, rue Jean-Bart à Cognac, à proximité de l'usine de traitement des eaux.

On simulait une fuite de chlore gazeux, un produit très dangereux, selon un scénario bien rodé. Certains employés étaient dans la confiance (l'un a d'ailleurs joué le rôle d'une victime), d'autres non (ils ont été confinés, conformément aux procédures).

Risques chimiques

Ce scénario, le voici, raconté par Alexandre Teyseyre, le directeur d'exploitation du site Veolia de Cognac : « À 10 heures, un message d'alerte nous signale un taux de chlore trop bas dans l'eau. L'un de nos agents part vérifier. Il entre, équipé d'une tenue de protection, mais inhale malgré son masque une grosse bouffée de chlore. Il se sent mal, a eu juste le temps de sortir puis s'écroule sur le trottoir. Un passant appelle les secours... »



Le scénario était bien rodé. L'un des employés jouait le rôle d'une victime retrouvée inanimée malgré son masque. PHOTO A. S.

Intervention en fonction des vents dominants, bouclage de la zone, évacuation et prise en charge de la victime, installation d'un sas de décontamination, puis intervention de huit spécialistes des risques chimiques... L'exercice, dans ses multiples phases, fut très utile aux pompiers.

« Une opération de ce type, c'est toujours très formateur », a témoigné David Bardin, le commandant de la compagnie de Cognac.

« Le déroulement précis de l'exercice fera l'objet d'un débriefing », a ajouté Alexandre Teyseyre.

Ces prochains jours, une autre opération conjointe du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente (Sdis 16) et de la société Veolia sera menée au sommet d'un château d'eau. Elle nécessitera l'intervention du Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (Grimp).

L'usine de traitement des eaux de Cognac, à proximité de la Charente et du pont Saint-Jacques, peut chlorer jusqu'à 500 mètres cubes par heure. Elle alimente les villes de Cognac, Châteaubernard, Saint-Brice et Boutiers.

3 QUESTIONS À...

Jennifer Marcouiller

Conseillère en entreprise à l'agence locale de Pôle emploi (Cognac-Barbezieux)

1 La saison du relevage débute bientôt dans les vignes.

Ya-t-il du travail à la clé ?

Oui. Nous avons 300 offres à pourvoir dès maintenant. Et sans doute plus ces prochains jours... Ces contrats saisonniers débiteront en juin, pour une durée moyenne de deux à trois semaines. Ils sont payés au SMIC et les débutants sont acceptés. Les fiches peuvent être consultées à l'agence. On peut également postuler sur le site maintenant, pole-emploi.fr, d'utilisation très facile, où il est possible de trouver un job en cinq minutes, sans CV.

2 À qui s'adressent ces 300 offres d'emploi ?

À tout le monde, je me répète... Le relevage des vignes ne nécessite aucune connaissance particulière. Certes, c'est un job physique et il faut aimer la nature, mais il a bien des avantages. Vous travaillez en plein air, à la campagne, à des horaires qui peuvent être aménagés. Vous évoluez aussi dans une certaine autonomie, puisque vous êtes responsable de votre parcelle. Le relevage est une bonne découverte du monde de la vigne, où les opportunités sont réelles. Si cet



PHOTO OLIVIER SARAZIN

univers vous plaît, vous pouvez imaginer devenir ouvrier agricole polyvalent, conducteur de machine voire chef de culture. Dans ce secteur, les formations qualifiantes sont nombreuses. Accepter une expérience de relevage est sans risque. Le job ne dure que deux à trois semaines. Pour certains, c'est l'occasion de se remettre en mouvement. Il n'y a rien à perdre et tout à gagner...

3 Très concrètement, comment postuler ?

En passant à l'agence ou en consultant Internet. Mais aussi en participant à notre après-midi « job dating » relevage de vignes, le mardi 7 mai, de 14 à 16 heures. Cela se déroulera dans les locaux de Pôle emploi, 11, rue de l'Avenir à Cognac, en partenariat avec le groupement d'employeurs agricoles Agem 16 et l'Association nationale d'éducation permanente pour adultes (Anepa).